****

**Projet – Version du 15 novembre 2013 pour validation par Fabrice Bonnifet**

**Compte-rendu**

**Séminaire pédagogique sur les modèles économiques**

**Animé par Christian du Tertre, Président du Club de l’économie de la fonctionnalité**

**Lundi 23 septembre 2013**

Lieu : locaux du Groupe Bouygues, Centre d’affaire 32, avenue Hoche, 75008 Paris

Participants :

**¤ Francine Bavay, Orange**

**¤ Benjamin Bergeron, Groupe Bull**

**¤ Fabrice Bonnifet, Groupe Bouygues**

**¤ Thomas Busuttil, membre associé du C3D**

**¤ Sabine Desnault, Nexity**

**¤ Christian Du Tertre, Club économie de la Fonctionnalité**

**¤ Eric Flamand, membre associé du C3D**

**¤ Virginie Gatin, JCDecaux**

**¤ Frédéric Lauprêtre, La Compagnie Financière Edmond de Rothschild**

**¤ Jean-Louis Merveille, Groupe Vallourec**

**¤ Catherine Moulin, SFR**

**¤ Alexis Pasquet-Venzac, C3D**

**¤ Thierry Prouteau, GRDF**

**¤ Laurence Vandaele, Nexans**

|  |
| --- |
| **Résumé** : Parallèlement à la démarche Vivapolis lancée par Nicole Bricq, il est envisagé de construire en France un démonstrateur Français de la ville durable valorisant les savoir-faire des entreprises française en matière d’aménagement urbains, de construction, d’ingénierie et de réseaux. Le C3D est engagé dans les réflexions et a participé au stand à Ecocity. Il est très probable que le C3D sera auditionné. Dans cette perspective, il est proposé que ce groupe de travail, avec l’appui de Christian du Tertre, puisse élaborer une méthodologie permettant de construire une offre combinée et intégrée en rassemblant les compétences d’entreprises diverses – dans un objectif d’économie de ressources et des flux matières pour un confort d’usage égal - et en développant, dans le fonctionnement futur de la ville, les principes de l’économie de la fonctionnalité avec une grande importance accordée à la gouvernance et une qualité de vie optimale pour l’habitant. |

**Fabrice Bonnifet** : Les pouvoirs publics préparent actuellement un projet de démonstrateur qui consistera à rassembler autour de la création d‘un quartier modèle, les entreprises et les savoir-faire les plus en pointe en matière d’économie circulaire, de développement durable, d’économie de flux, de transport, d’aménagement urbain.

Pour répondre au futur appel à projets, un consortium devra être créé pour justement identifier toutes les complémentarités possibles entre les compétences des uns et des autres, pour penser la ville de manière plus efficace et que la construction de ce quartier modèle se fasse en synergie entre les entreprises et non plus par phase successives d’opérateurs intervenants les unes après les autres sans réflexion globale. Il s’agirait de développer une approche réellement intégrée de l’ensemble de la construction de cette ville, pour que dans des enveloppes financières raisonnables, l’on parvienne à construire, pour les futurs habitants, un confort quotidien si possible supérieur à une ville traditionnelle, mais avec des coûts de construction et d’usage moindres et surtout d’importantes économies de flux.

Pour constituer un tel consortium qui puisse collectivement répondre à ces objectifs, cela suppose des dispositifs juridiques particuliers pour établir si le Code des marchés publics permet une telle opération. Un groupe de juristes travaille d’ailleurs actuellement en lien avec Gilles Rabin au Ministère du Redressement productif autour de cette question. De même, outre la construction d’infrastructures, de logements, de transports, il sera également intégré dans le marché la gestion courante et l’exploitation des équipements. Et c’est là que le sujet rejoint les débats de notre groupe.

Par rapport à notre groupe de travail et l’économie de la fonctionnalité, il s’agira donc de nous interroger si les logiques que nous développons ici pourraient être intégrées dans une proposition de démonstrateur portée par telle ou telle entreprise.

Le modèle de référence qui pourrait inspirer la construction de ce démonstrateur, c’est HafenCity à Hambourg en Allemagne, mais l’on peut aussi citer le quartier d'Hammarby à Stockholm, Güssing en Autriche. Pour le gouvernement, il s’agit de prévoir une expérimentation française grandeur nature qui puisse faire office de vitrine technologique de l’excellence française de nos entreprises.

Cinq ministères travaillent autour de ce projet de démonstrateur. Le fédérateur du projet pourrait être Michèle Pappalardo qui porte déjà cette idée pour l’exportation des savoir-faire français à l’étranger. Le projet sera en partie financé par les Investissements d’avenir.

Un certain nombre de grandes entreprises, des énergéticiens, des transporteurs, se positionneront pour répondre à cet appel à projets pour constituer des consortiums. Bouygues est évidemment intéresser pour concourir mais au-delà des savoir-faire du groupe, ce qui est intéressant dans ce projet, c’est aussi de développer des méthodologies nouvelles, de réfléchir à de nouveaux modèles en matière de construction urbaine, pour établir comment peut se créer collectivement de la valeur, comment pourra se répartir cette valeur dans la gestion de ces villes d’un nouveau type. L’AFEP s’est déjà positionnée à ce sujet et je vous adresserai la note qu’elle a éditée où s’affirme la volonté de nombreuses entreprises de développer ensemble une offre performante.

Pour le choix du démonstrateur, quelques villes présélectionnées seront bientôt désignées, à priori cinq et au final, pour la ville retenue pour le démonstrateur, il y aura à priori des quartiers mixtes, à la fois des zones déjà construites qu’il faudra intégrer et à l’inverse des secteurs où tout sera à bâtir. Le consortium qui sera retenu sera donc aussi jugé sur sa capacité à réutiliser tout ce qui peut l’être, dans une logique d’économie circulaire et de réduction des coûts. Il s’agira donc de partir des spécificités du territoire pour en utiliser au maximum les ressources disponibles et les atouts, à l’image de ce qui a été fait à Güssing en Autriche.

**Question d’un participant** : A-t-on su tirer tous les enseignements des expériences de villes durables étrangères, identifier les clefs de succès, les facteurs d’échec ?

**Fabrice Bonnifet** : Oui, différents diagnostics ont été dressés, à l’étranger mais aussi sur nos expériences françaises d’éco-quartiers. Et la conclusion de ces observations c’est que nous n’avons pas en France réussi à concevoir réellement une ville durable à cause des modes de passation des marchés. En effet, lorsqu’un élu veut faire construire un ensemble urbain, il va tronçonner le projet en multiples lots avec d’un côté l’assainissement, de l’autre l’éclairage public, ici la chaussée, là la construction de bâtiments, en interrogeant à chaque fois les spécialistes de ces métiers.

Et malheureusement, dans la plupart des chantiers des villes, on le vérifie, il n’y a aucune approche holistique, de vision d’ensemble. On va casser la chaussée la première semaine pour faire passer un réseau d’eau puis on répare. La semaine suivante, on va de nouveau faire une tranchée dans la rue pour y faire passer l’électricité et la semaine suivante, rebelote avec la fibre optique. Je caricature à peine car dans les villes, les travaux sont généralement réalisés de façon séquentielle alors que parfois, des économies seraient possibles si des travaux différents étaient envisagés ensemble et mieux coordonnés pour des économies d’échelle. Chaque entreprise travaille hélas dans son coin et cela engendre beaucoup de gâchis.

A travers le projet d’un démonstrateur, l’idée serait à l’inverse de faire travailler ensemble les entreprises pour que, dans une logique d’économie circulaire, les données de sorties des uns deviennent les données d’entrée des autres. De même, à travers cette expérimentation, il conviendra de construire d’autres modèles économiques pour faire payer plutôt une qualité de prestation et des performances d’usage et non plus seulement de la fourniture en volume.

Sur l’eau par exemple, à Hammarby en Suède, l’épuration des eaux pluviales et des eaux grises se fait directement sur site, à travers du lagunage écologique, ce qui crée en plus des zones humides dans la ville. Et une fois épurée, l’eau récupérée est injectée dans un réseau secondaire qui permet certains usages comme le nettoyage de voirie par exemple. La ville d’Hammarby économise ainsi annuellement une énorme quantité d’eau. Mais cela suppose aussi de repenser le modèle économique de l’eau puisque l’opérateur n’est plus payé sur les volumes mais sur sa capacité à mettre en place une gestion écologique de l’eau.

Dans le domaine des déchets, à Malmö, toujours en Suède, les déchets organiques sont collctés puis méthanisés et le biométhane produit est réinjecté dans le circuit du gaz de ville et immédiatement utilisé par les usagers. Les déchets fermentescibles ne sortent donc pas de la ville, ce qui réduit les transports et ce qui constitue au final une économie pour la collectivité.

**Christian du Tertre** : La question que posent ces différents exemples est de savoir quels types de services l’on va vouloir mettre en place dans la collectivité et pour les administrés et pour quelles finalités précises. En effet, dans l’optique de l’économie circulaire, on comprend assez facilement pourquoi et comment les déchets des uns peuvent devenir les matières premières des autres. En matière d’économie de la fonctionnalité, il est plus délicat de déterminer les objectifs finaux qui sont recherchés.

**Fabrice Bonnifet** : Les objectifs visés à travers le démonstrateur seraient, pour simplifier, de concevoir une ville durable ayant une vraie qualité de vie et de construire des aménités palpables pour les habitants.

**Question d’un participant** : Est-ce qu’à travers ce démonstrateur, l’on souhaite offrir aux habitants les mêmes services qu’hier mais produits et conçus d’une manière différentes ou bien s’agit-il justement de nouveaux services, de nouveaux types de prestations qui n’existaient pas hier et qu’il faudra inventer et expérimenter ?

**Fabrice Bonnifet** : Sans doute les deux à la fois. Sur la mutualisation des infrastructures par exemple, à HafenCity, lorsqu’une entreprise veut s’implanter, il va d’abord y avoir une étude des offres existantes et comment la nouvelle entreprise et le bâtiment pourront s’intégrer harmonieusement à l’écosystème environnant pour utiliser au mieux ce qui existe et donc ne pas créer des équipements en doublon qui seraient sous-utilisés. Cette logique de mutualisation des moyens et d’optimisation des équipements existant fait partie du cahier des charges au départ du projet allemand et aucune entreprise ne peut s’implanter à HafenCity si elle ne respecte pas ces principes.

**Intervention d’un participant** : N’oublions pas que le client, c’est la collectivité locale et donc que les élus auront intérêt à ce qu’il y ait des coûts diminués dans la gestion de ce futur quartier, puisque cela se répercutera dans les impôts. Si les modèles mis en place sont vertueux économiquement, ce seront autant d’impôts en moins pour les administrés et la collectivité pourra ensuite soit développer de nouveaux services ou équipements, soit baisser les impôts et redistribuer du pouvoir d’achat aux administrés. Enfin, un quartier modèle de ce type qui permettrait d’amorcer un cercle vertueux en limitant certaines dépenses de fonctionnement serait aussi un facteur d’attractivité pour le territoire qui attirerait entreprises et activités, et donc générerait de l’emploi lcoal.

**Fabrice Bonnifet** : L’idée serait aussi de dégager des financements publics qui ne seraient plus absorbés par des infrastructures ou des réseaux surdimensionnés et sous-utilisés. Si les flux physiques diminuent, ce seront autant d’économies et la collectivité pourra utiliser les sommes épargnées dans d’autres directions, dans le champ social par exemple qui est d’ailleurs beaucoup plus visibles pour les citoyens que la construction de réseaux enterrés.

Ce que je souhaite proposer au groupe, c’est donc de contribuer à développer une méthodologie française reposant sur une approche holistique du développement urbain. En effet, on a en France plein de champions dans différents domaines, avec des entreprises compétentes et qui proposent chacune des offres de grande qualité. Pourtant, on est incapable de proposer une solution globale intégrée pour construire une ville durable pensée dans sa complexité et sa globalité. C’est pourtant possible. Siemens par exemple a réussi à le faire. Pourquoi nous ne réussirions pas également ?

**Intervention « d’un participant »** : Nous avons développé avec une autre entreprise un projet d’infrastructure en intégrant dès le départ les fonctionnalités du futur bâtiment, en intégrant les dimensions sociales, environnementales et sociétales, en réfléchissant aux interactions et aux acteurs qu’il faudra impliquer. Je pourrais si vous le souhaitez vous exposer partiellement la méthodologie mise en œuvre.

**Christian du Tertre** : Il y a eu des expériences d’économie de la fonctionnalité menées à l’échelle d’un bâtiment, d’un équipement mais jamais à l’échelle d’une ville ou d’un quartier. Ce qui existe en revanche, à l’échelle d’une ville, c’est une approche par grand domaine, par « sphère fonctionnelle » : la mobilité, l’alimentaire, la santé, etc…

Pour notre groupe de travail, il serait intéressant de faire un état des lieux des expériences réussies de villes durables pour voir jusqu’ou elles sont allées dans l’intégration de ces différentes questions et repérer aussi les points de blocage.

**Fabrice Bonnifet** : Pour cette expérimentation, les pouvoirs publics veulent trois résultats. Primo un démonstrateur physique à l’échelle 1, c’est-à-dire une ville ou un quartier durable exemplaire. Secondo, ils veulent un simulateur informatique avec des modélisations 3D pour montrer sur leur site ou dans des présentations les savoir-faire français en matière de construction et d’aménagement de villes durables. Enfin, tertio, ils veulent aussi des propositions pour la marque Ombrelle qui portera à l’étranger cette offre française. Cette marque sera présentée à Eco City dans la semaine.

(*Mise* *à jour : la marque finalement lancée par Nicole Bricq à EcoCity s’appelle* ***Vivapolis –*** *Voir communiqué de presse ci-joint*)

**Intervention « d’un participant** « : Pour de tels projets, peut-être faut-il commencer par faire un état des lieux des forces en présence, des ressources existantes sur le territoire. Mais il sera aussi utile, une fois la ville créée, d’évaluer les ressources nouvelles qui se sont créées avec et pendant le développement de la ville, pour passer du concept de « Smart cities » à celui de « Living cities », pour que l’ensemble urbain puisse être reconfigurable à la demande au fur et à mesure des besoins et des évolutions.

**Fabrice Bonnifet** : Si l’on reprend l’exemple de HafenCity en Allemagne, ce qui est intéressant dans cette expérience, c’est que l’on a donné aux candidats à la création de nouveaux quartiers une carte blanche totale à l’exception de deux conditions : s’adapter au plan de déplacement existant sur l’agglomération d’Hambourg et se greffer sur le réseau de chaleur en place. Pour le reste, et c’est l’originalité de la démarche, les concepteurs pouvaient proposer à peu près ce qu’ils voulaient. Les candidats se sont donc constitués en consortium, en réunissant des architectes, des urbanistes, des constructeurs, avec l’objectif de réutiliser au maximum l’existant et comme finalité une économie de ressources et un maximum de mutualisation.

**Intervention « d’un participant »** : Il y aurait certainement des idées intéressantes d’intégration du développement durable dans une ville ou un territoire à travers les expériences d’agendas 21. Il serait utile d’interroger le Comité 21 ou l’association 4D pour connaître les expérimentations d’agendas 21 les plus abouties qui pourraient nous donner des pistes de réflexion.

**Fabrice Bonnifet** : Pour les villes désireuses de concourir et d’accueillir le démonstrateur, c’est l’Ademe qui a fait la présélection. De nombreuses villes sont candidates et très motivées. Il s’agit de Dreux, Clermont-Ferrand, Dunkerque, Lille, Marne-la-Vallée, Saint-Quentin-en-Yvelines, Vitry, Niort, Bordeaux, Le Havre. Au départ, il devait y avoir 5 démonstrateurs, 2 grandes villes, 2 villes moyennes et une en Région parisienne. Finalement, il n’y aura plus qu’un seul démonstrateur qui devra être construit en 5 ans.

**Christian du Tertre** : A travers l’exemple de HafenCity, ce que l’on peut voir, c’est qu’au départ du projet, il y avait tout de même deux points d’entrée, ce que moi j’appelle les sphères fonctionnelles, en l’occurrence la question de la mobilité et le réseau de chaleur. Je crois que c’est une façon pertinente d’aborder un territoire, en définissant préalablement un point d’entrée et une problématique pour ne pas se perdre dans trop de directions à la fois.

**Fabrice Bonnifet** : C’est aussi pour cela qu’il nous faut inventer une méthode, parce que les expériences existantes n’ont pas toujours été concluantes. Mais il y a aussi des travaux de grand intérêt qui sont menés en France. Si on prend l’exemple de la Région Nord-Pas-de-Calais qui a lancé, sous l’impulsion de Jeremy Rifkin, un Master Plan pour construire un territoire durable. Dans le cadre de ce programme, il s’agissait de réfléchir, au sein de cinq groupes de travail (infrastructures, bâtiment, transport, alimentation, etc.) pour que les données de sortie des uns puissent devenir les données d’entrées des autres selon les principes de l’économie circulaire. Les entreprises ayant participé aux réflexions ont rédigé des livrables, des cahiers de solution qui établissent les synergies possibles entre acteurs. Le but du jeu est à terme d’intégrer, dans les cahiers des charges des appels d’offres publics de développement d’infrastructures, ces exigences d’intégration urbaine pour justement être plus performant dans tous ces domaines et faciliter les synergies.

**Intervention « d’un participant »** : Je m’interroge sur la meilleure méthode de travail. Faut-il développer une méthodologie visant à rassembler et coordonner des entreprises pour qu’elles arrivent groupées auprès des pouvoirs publics, donc plutôt une approche organisationnelle ? Ou bien est-ce proprement une méthodologie de création d’une ville durable sur ses aspects les plus techniques, avec la recherche d’intégration des différents corps de métier et une combinaison de solutions techniques complémentaires et optimisées. Et qui serait le grand coordinateur du projet ? La puissance publique ? Ou bien est-ce aux entreprises elles-mêmes de jouer ce rôle pour assurer une cohérence ?

**Christian du Tertre** : Pour le projet de démonstrateur, l’intégrateur serait la puissance publique. Mais la question pour les entreprises sera de définir comment organiser cette offre, à travers un consortium, mais si possible en s’appuyant sur des points d’entrée clef, des sphères fonctionnelles qui vont orienter l’esprit du projet mais aussi concentrer le travail sur quelques priorités.

**Intervention « d’un participant »** : Il serait important, pour l’offre de cette méthodologie, de pouvoir produire un Livre blanc qui fasse en premier lieu un état des lieux des caractéristiques et ressources du territoire, les informations disponibles, les forces en présence.

**Fabrice Bonnifet** : En fait, la question qui nous est posée est la suivante : quelle approche intégrée est-il possible de développer pour inventer une ville durable qui servirait de vitrine à tous les savoir-faire français dans le domaine. Ce serait une ville qui consommerait peu de ressources, qui serait viable financièrement et offrirait aux habitants une qualité de vie optimale.

Mais pour que ce démonstrateur soit une réussite et ne soit pas un contre-exemple, nous, C3D, pourrions contribuer modestement en proposant une méthode d’organisation et une approche qui listerait toutes les questions qu’il convient de se poser, en identifiant tous les points clefs à prendre en compte pour que le projet urbain soit cohérent et efficient. L’idée serait d’offrir, aux entreprises qui postuleront pour réaliser le démonstrateur, des outils et des orientations pour avancer ensemble, pour qu’elles aient les meilleures chances de réussir leur pari. Il pourrait s’agir d’une méthode de mutualisation et de travail collaboratif pour que l’approche soit le plus intégrée possible, qu’elle soit holistique.

A travers notre groupe de travail, l’idée serait de profiter de ce projet d’un démonstrateur à la française pour réfléchir ensemble à ce qu’il conviendrait de faire, en reprenant et en nous inspirant des principes de l’économie de la fonctionnalité, pour voir les points de concordance et comment la prise en compte d’une économie de l’usage peut nourrir la réflexion de cette ville durable idéale.

Si nous travaillons ensemble sur une méthodologie et que nous sommes auditionnés, en tant que C3D, par les autorités, les idées que nous exprimerons pourront alimenter et orienter le règlement final de la consultation du démonstrateur. Il s’agit donc d’une réelle opportunité pour le C3D et ce collectif pour faire passer nos idées et introduire le concept d’économie de la fonctionnalité dans ce projet. Si nos idées étaient retenues et intégrées au règlement, cela influerait directement le projet final de démonstrateur. Bien sûr, il faut rester modeste, notre proposition serait construite selon nos moyens et nos capacités de travail, mais il y a un véritable enjeu pour le C3D de nous faire entendre et d’amener des idées originales et novatrices.

**Intervention d’un participant** : Nous pourrions aussi nous appuyer sur les travaux déjà réalisés par les membres du C3D, en nous inspirant de « pratiques inspirantes ». Une autre approche serait aussi de faire un état des lieux et de partir des offres et technologies existantes puis d’aller plus loin en poussant l’intégration afin que ces offres se combinent au mieux et s’articulent entre elles pour inventer un produit complet abouti.

**Fabrice Bonnifet** : Ce serait effectivement le but final, mais une forte intégration supposerait aussi une remise en cause des modèles économiques de nombreuses entreprises. Or, certaines entreprises ne veulent pas forcément que cela change, les anciennes approches étant plus confortables. La plupart des entreprises n’ont pas forcément envie de changer leur façon de créer de la valeur. Il faudra donc nous faire violence pour à la fois réfléchir aux savoir-faire existants, à nos offres de produits et prestations, mais il nous faudra aussi nous interroger sur la manière dont demain nous continuerons à créer de la richesse.

En effet, cette réflexion sur la ville de demain nous interpelle. Si dans cette ville du futur, le volume des déchets est réduit drastiquement, comment l’opérateur de déchet se rémunèrera-t-il puisqu’auparavant, il était payé à la tonne traitée ? Cela implique donc de repenser en même temps la chaîne de valeur et la manière dont cette valeur se répartit, pour que chacun s’y retrouve et que ces villes d’un nouveau type restent attractives économiquement et que les entreprises y trouvent leur compte.

**Intervention d’un participant** : Il faut que l’on se positionne pour savoir si la méthodologie que nous pourrions développer est systémique et concerne seulement l’implantation d’une ville durable sur un territoire ou bien s’il s’agit d’une méthodologie permettant aux entreprises de créer de la valeur en vendant de nouveaux usages et donc de continuer à créer de la valeur grâce à ces villes nouvelle génération.

**Autre intervention** : Il semblerait que l’on cherche à répondre à deux questions à la fois. Premièrement en se demandant ce que les entreprises peuvent faire ensemble pour montrer qu’elles sont capables de faire des propositions systémiques. Et deuxièmement, savoir ce que les entreprises pourraient proposer à des élus territoriaux pour gérer de manière innovante et durable des problèmes urbains délicats.

**Fabrice Bonnifet** : Comment développer ensemble une méthodologie intelligente qui pourra être proposée lors de notre audition, pour que demain, si le démonstrateur qui sera construit devenait le modèle dominant et le cadre de référence du développement urbain du futur, que nous ayons apporté notre contribution et si possible que certaines de nos idées aient été reprises dans ce schéma et soient visibles dans le démonstrateur réel.

Pour le suite des évènements, au niveau des délais, une fois que la ville retenue sera désignée, à priori cet automne, un chef de projet devrait être désigné dans les prochaines semaines. Ensuite, l’appel d’offre pour le démonstrateur sera lancé et les entreprises répondront dans des consortiums en 2014. Et nous aurons entre 6 et 8 mois pour fournir un livrable.

Mais entretemps, le C3D aura été auditionné au même titre que d’autres réseaux et acteurs intéressés et concernés par la ville durable. Il faudra donc nous mettre d’accord rapidement sur ce que nous voulons dire et construire des éléments de méthode.

**Christian du Tertre** : Pour essayer de résumer, nous devons essayer de répondre aux questions suivantes. En premier lieu, la construction d’une ville durable supposera une économie de moyens et de réduire fortement les flux, ce qui passera par une meilleure intégration des activités consommant ces flux à réduire significativement. Deuxièmement, les territoires sont confrontés à des problèmes sociaux d’ordres différents : la santé, l’éducation, culture. Comment ces villes durables pourront répondre autrement à ces besoins de la population, y compris en instaurant de nouvelles formes de gouvernance ? Il y a donc cette double exigence, d’un côté de réduction des flux et de l’autre d’amélioration des prestations et de la gouvernance locale. Les collectivités pourront-elles répondre à ce double défi ?

Et pour voir si les deux aspects peuvent être traités conjointement, il serait nécessaire de nous appuyer sur des expériences pour voir justement par quoi il faut commencer.

**Fabrice Bonnifet** : Il faut savoir que de nombreuses entreprises ont mis en place des programmes de recherche ou de nouvelles offres et parfois des entités dédiées pour penser la ville du futur. Dans notre secteur, Eiffage l’a fait avec *Phosphore,* Vinci l’a fait avec sa *Fabrique de la Cité* et Bouygues l’a fait avec *UrbanEra*. Pour *UrbanEra* dont je peux parler, nous avons développé prioritairement une approche technologique de cette ville du futur mais sans intégrer un volet gouvernance. Or, dans notre discussion, l’on voit bien que la gouvernance a son importance dans l’invention de la ville durable. Mais en tant qu’entreprise, nous n’avions pas à nous prononcer sur les questions de gouvernance. Nous nous sommes donc concentrés sur nos savoir-faire techniques, là où nous sommes compétents.

Avec la question qui nous est posée aujourd’hui, il s’agirait d’aller plus loin que la seule technique pour justement penser le fonctionnement futur de la ville elle-même et en quoi, en nous associant, en travaillant ensemble, nous pourrions proposer de nouvelles façons de voir la ville et de la vivre au quotidien.

Le paradoxe, c’est que nous avions par le passé déjà développé des offres combinés avec des partenaires, pour justement créer des synergies entre les équipements. Mais on nous a opposé une fin de non-recevoir, notamment à cause du caractère segmenté des marchés publics qui impose une vision de la ville en silo. Jusqu’à il y a peu, il n’y avait donc pas de marché pour une telle offre globale qui permettrait une approche holistique et complète d’élaboration de la ville. Mais avec cet appel à projets du gouvernement, l’on voit que c’est un besoin qui va émerger à l’avenir et ce n’est pas un hasard si l’AFEP s’est positionné en rassemblant les entreprises les plus motivées pour construire une offre en ce sens.

Á l’avenir, et notamment grâce à ce démonstrateur, il me semble évident que les entreprises seront de plus en plus consultées sur leur capacité à répondre à cette demande d’une solution globale et complète pour résoudre les problèmes urbains actuels.

Avec cette opportunité, la question qui est posée au C3D est de savoir comment nous pouvons coproduire de la valeur collectivement, dans la conception d’une ville, chacun apportant une partie de la solution.

Pour la suite des travaux du groupe, il serait intéressant de partir sur un cas d’école qui pourrait être présenté par Christian du Tertre.

**Christian du Tertre** : Lors de notre prochaine séance, je pourrai vous présenter des propositions de méthodes, pour que nous n’allions pas dans toutes les directions et pour cibler les sujets. Ou les points d’entrée à privilégier. Concernant l’état des lieux et les expériences existantes, elles ne manquent pas mais il faudra sélectionner les expérimentations de villes durables les plus intéressantes et riches d’enseignements.

**Fabrice Bonnifet** : Au-delà des techniques mises en œuvre dans ces expériences, il sera aussi intéressant de se focaliser sur les aspects gouvernance de ces expérimentations, car c’est là où les entreprises françaises manquent de connaissances et où pourra se situer l’originalité et la force de notre future proposition de méthodologie.

**La prochaine réunion du groupe de travail aura lieu le 25 novembre à 16h**.

\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*